

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Art. 3. Les Membres du Collège réuni compétents pour les Prestations familiales, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 juillet 2019.

Pour le Collège réuni :

Les Membres du Collège réuni compétents
pour les Prestations familiales,
C. FREMAULT

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2020.

Art. 3. De Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het Gezinsbeleid, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 juli 2019.

Voor het Verenigd College :

De Leden van het Verenigd College
bevoegd voor het Gezinsbeleid,
P. SMET

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/41734]

9 JUILLET 2019. — Arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune fixant les conditions d'octroi des allocations familiales au bénéfice d'enfants qui suivent des cours ou sont engagés dans une formation

Le Collège réuni de la Commission communautaire commune,

Vu l'ordonnance du 25 avril 2019 réglant l'octroi des prestations familiales, l'article 25, § 2, alinéas 1^{er}, b), et 2 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 mars 2019;

Vu l'avis du Conseil de gestion des prestations familiales, donné le 4 avril 2019;

Vu l'accord des Membres du Collège réuni, compétents pour les Finances et le Budget, donné le 28 mai 2019;

Vu l'avis 66.078/1 du Conseil d'Etat, donné le 28 mai 2019 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition des Membres du Collège réuni compétents pour les Prestations familiales ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Enseignement ne relevant pas de l'enseignement supérieur*

Article 1^{er}. Les allocations familiales sont accordées à l'enfant qui suit des cours dans un ou plusieurs établissements d'enseignement, ou qui suit des cours de formation permanente dans les classes moyennes, au stade de la formation de chef d'entreprise, dans un ou plusieurs centres de formation.

Les cours doivent être donnés pendant au moins dix-sept heures par semaine. Une période de cours de 50 minutes est assimilée à une heure.

Art. 2. Sont assimilées à des heures de cours:

1^o les heures consacrées obligatoirement à des exercices pratiques sous la surveillance des professeurs dans l'établissement d'enseignement;

2^o jusqu'à concurrence de quatre heures par semaine au maximum, les heures d'études obligatoires passées sous surveillance dans l'établissement d'enseignement;

3^o les stages, si leur accomplissement est une condition à l'obtention d'un diplôme, certificat ou brevet reconnu légalement ou réglementairement.

Art. 3. Les allocations familiales sont également octroyées en faveur de l'enfant qui, n'étant plus soumis à l'obligation scolaire, suit, soit un des types d'enseignement secondaire à horaire réduit, ordinaire ou spécial, tels qu'organisés aux conditions fixées par les communautés, soit, sans préjudice de l'application de l'article 25, § 2, 1^{er} alinéa, a), de l'ordonnance du 25 avril 2019 réglant l'octroi des prestations familiales, une formation reconnue visée à l'article 2 de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire.

Art. 4. Sont considérés comme satisfaisant aux conditions de l'article 1^{er}:

1^o l'enseignement, non visé à l'article 3, suivi dans un établissement d'enseignement spécial;

2^o l'enseignement suivi hors du Royaume et dont le programme est reconnu par l'autorité étrangère ou correspond à un programme reconnu par cette autorité.

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C – 2019/41734]

9 JULI 2019. — Besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van kinderen die lessen volgen of een opleiding doorlopen

Het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,

Gelet op de ordonnantie van 25 april 2019 tot regeling van de toekenning van gezinsbijslag, artikel 25, § 2, eerste lid, b), en tweede lid;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 29 maart 2019 ;

Gelet op het advies van de Beheerraad voor Gezinsbijslag, gegeven op 4 april 2019;

Gelet op het akkoord van de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor Financiën en Begroting gegeven op 28 mei 2019;

Gelet op het advies 66.078/1 van de Raad van State, gegeven op 28 mei 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voordracht van de Leden van het Verenigd College bevoegd voor het Gezinsbeleid;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Onderwijs dat niet afhangt van het hoger onderwijs*

Artikel 1. De kinderbijslag wordt toegekend aan het kind dat in één of verscheidene onderwijsinrichtingen lessen volgt, of dat in één of verscheidene opleidingscentra leergangen van de permanente opleiding van de middenstand volgt, in het stadium van de opleiding tot ondernemingshoofd.

De lessen moeten minstens zeventien uren per week beslaan. Een lestijd van 50 minuten wordt gelijkgesteld met een uur.

Art. 2. Worden met uren les gelijkgesteld:

1^o de uren die verplicht onder het toezicht van leraren in de onderwijsinrichting aan praktische oefeningen moeten worden besteed;

2^o tot hoogstens vier uren per week, de studie-uren die verplicht onder toezicht in de onderwijsinrichting doorgebracht worden;

3^o de stages, als de uitvoering ervan een voorwaarde vormt voor het behalen van een wettelijk of reglementair erkend diploma, getuigschrift of brevet.

Art. 3. De kinderbijslag wordt ook toegekend voor het kind dat niet meer leerplichtig is en dat een van de types deeltijds gewoon of buitengewoon secundair onderwijs volgt, ingericht volgens de voorwaarden bepaald door de Gemeenschappen, of, onverminderd de toepassing van artikel 25, § 2, eerste lid, a), van de ordonnantie van 25 april 2019 tot regeling van de toekenning van gezinsbijslag, een erkende opleiding bedoeld in artikel 2 van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht.

Art. 4. Beschouwd worden aan de voorwaarden van artikel 1 te voldoen:

1^o het niet in artikel 3 beoogde onderwijs gevolgd in een instelling voor buitengewoon onderwijs;

2^o het buiten het Rijk gevolgd onderwijs waarvan het programma erkend is door de buitenlandse overheid of overeenstemt met een programma erkend door die overheid.

Art. 5. Les cours et les activités assimilées, visées à l'article 2, doivent être suivis régulièrement.

Ne préjudicie pas à la régularité de la fréquentation de ces cours et du suivi de ces activités, l'absence en raison de:

- 1° une maladie grave ou contagieuse dans la famille;
- 2° un événement exceptionnel d'ordre familial;
- 3° un empêchement résultant de difficultés accidentelles des communications;
- 4° l'octroi de soins à un membre du ménage ; dans ce cas, la présence de l'enfant au foyer doit être indispensable et les demi-journées d'absence dans le courant d'une même année scolaire ne sont prises en considération que jusqu'à concurrence de cent vingt demi-journées au maximum;
- 5° une grève de membres du corps enseignant;
- 6° sans préjudice de l'article 15, un autre motif que ceux mentionnés sous 1° à 5°, si cette absence est considérée comme justifiée par la direction de l'établissement d'enseignement.

En cas d'absence non justifiée, les allocations familiales ne sont pas dues à partir du jour où est survenue la première absence non justifiée jusqu'et y compris le jour de la dernière absence non justifiée.

Art. 6. L'octroi des allocations familiales est maintenu pendant les vacances de Noël et de Pâques, si l'enfant a suivi régulièrement les cours depuis le début du mois civil qui précède le mois dans le courant duquel ces vacances commencent; les allocations familiales sont également maintenues pendant les vacances d'été si l'enfant a suivi régulièrement les cours depuis la fin des vacances de Pâques.

Est considéré comme vacances d'été, l'intervalle qui sépare la fin de l'année scolaire dans l'établissement d'enseignement fréquenté par l'enfant avant les vacances, du commencement de l'année scolaire dans l'établissement d'enseignement où l'enfant suit des cours l'année scolaire suivante ou l'année académique qui suit. Cet intervalle ne peut toutefois dépasser cent vingt jours civils.

Art. 7. Si l'enfant ne reprend pas effectivement la fréquentation scolaire, les allocations familiales sont accordées pendant les vacances d'été octroyées par l'établissement d'enseignement dont l'enfant est sorti; ces vacances sont censées se terminer au plus tard le 31 août.

CHAPITRE 2. — Enseignement supérieur

Art. 8. § 1^{er}. Est bénéficiaire d'allocations familiales, l'enfant qui est inscrit dans un ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur situé(s) dans le Royaume ou hors de celui-ci, afin de poursuivre une ou plusieurs formation(s), totalisant au moins 27 crédits par année académique.

Les crédits octroyés dans le cadre de la rédaction d'une thèse de doctorat ne peuvent être pris en compte pour constituer la norme visée à l'alinéa 1^{er}.

Lorsque l'enfant est inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur situé dans le Royaume et est engagé dans une formation dispensée dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen ou dans un autre Etat qui participe à un programme d'action communautaire en matière d'éducation, cette formation doit faire partie intégrante du programme d'études de cet établissement d'enseignement supérieur situé dans le Royaume et bénéficier d'une pleine reconnaissance dudit établissement.

La formation poursuivie hors du Royaume suite à une inscription dans un établissement d'enseignement supérieur situé hors du Royaume et dont le programme est reconnu par l'autorité étrangère ou correspond à un programme reconnu par cette autorité, est censé satisfaire aux conditions de l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Le droit aux allocations familiales est acquis pour l'ensemble de l'année académique lorsque le total d'au moins 27 crédits est atteint à la suite :

- d'une inscription intervenue au plus tard le 30 novembre de l'année académique concernée;
- de plusieurs inscriptions dont la première est intervenue, au plus tard, le 30 novembre de l'année académique concernée.

Lorsque le total de 27 crédits est atteint à la suite d'une ou de plusieurs inscription(s) intervenue(s) après le 30 novembre de l'année académique concernée, le droit aux allocations familiales est acquis lors de cette inscription ou lors de la première de ces inscriptions.

Art. 5. De lessen en de daarmee gelijkgestelde activiteiten, bedoeld in artikel 2, moeten regelmatig gevolgd worden.

Doet geen afbreuk aan het regelmatig volgen van deze lessen en activiteiten, de afwezigheid wegens:

- 1° een ernstige of besmettelijke ziekte in het gezin;
- 2° een uitzonderlijke gebeurtenis in het gezin;
- 3° een beletsel voortvloeiend uit toevallige verkeersmoeilijkheden;
- 4° de verzorging van een gezinslid; in dat geval moet de aanwezigheid van het kind in het gezin onontbeerlijk zijn en worden in de loop van eenzelfde schooljaar hoogstens honderdtwintig halve dagen in aanmerking genomen;
- 5° een staking van leden van het onderwijzend personeel;
- 6° onverminderd artikel 15, een andere reden dan die vermeld onder 1° tot 5° als die afwezigheid door de directie van de onderwijsinstelling als gerechtvaardigd wordt beschouwd.

Bij ongerechtvaardigde afwezigheid is de kinderbijslag niet verschuldigd vanaf de eerste dag van ongerechtvaardigde afwezigheid tot en met de laatste dag van ongerechtvaardigde afwezigheid.

Art. 6. De kinderbijslag blijft behouden tijdens de kerst- en de paasvakantie als het kind de lessen regelmatig heeft gevolgd sinds het begin van de kalendermaand vóór die waarin de vakantie begint; de kinderbijslag blijft eveneens behouden tijdens de zomervakantie als het kind de lessen regelmatig gevolgd heeft sinds het einde van de paasvakantie.

Als zomervakantie wordt beschouwd: de periode tussen het einde van het schooljaar in de onderwijsinstelling die het kind vóór de vakantie bezocht en het begin van het schooljaar in de onderwijsinstelling waar het kind het volgende jaar les volgt of het begin van het volgende academiejaar. Die periode mag evenwel niet meer dan honderdtwintig kalenderdagen beslaan.

Art. 7. Als het kind niet werkelijk de lessen hervat, wordt de kinderbijslag toegekend tijdens de zomervakantie van de onderwijsinstelling die het kind verlaten heeft. Die vakantie wordt geacht te eindigen uiterlijk op 31 augustus.

HOOFDSTUK 2. — Hoger onderwijs

Art. 8. § 1. Is rechtgevend op kinderbijslag het kind dat ingeschreven is in één of meer instelling(en) voor hoger onderwijs binnen of buiten het Rijk om er één of meer opleiding(en) te doorlopen met een totaal van minstens 27 studiepunten per academiejaar.

De studiepunten toegekend voor de redactie van een doctoraatsverhandeling worden niet in aanmerking genomen om de in het eerste lid vermelde norm te bereiken.

Als het kind ingeschreven is in een instelling voor hoger onderwijs binnen het Rijk en een opleiding volgt in een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte of in een andere staat die deelneemt aan een communautair actieprogramma op onderwijsgebied, moet die opleiding integraal deel uitmaken van het studieprogramma van die instelling voor hoger onderwijs binnen het Rijk en volledig erkend worden door die instelling.

De opleiding gevolgd buiten het Rijk ingevolge een inschrijving in een onderwijsinstelling voor hoger onderwijs gevestigd buiten het Rijk en waarvan het programma is erkend door de buitenlandse overheid of overeenstemt met een programma erkend door deze overheid, wordt geacht te voldoen aan de in het eerste lid gestelde voorwaarden.

§ 2. Er is recht op kinderbijslag voor het volledige academiejaar indien een totaal van minstens 27 studiepunten is bereikt als gevolg van :

- een inschrijving die ten laatste op 30 november van het betrokken academiejaar gebeurde;
- verscheidene inschrijvingen waarvan de eerste uiterlijk op 30 november van het betrokken academiejaar gebeurde.

Als het totaal van 27 studiepunten bereikt is als gevolg van een of meer inschrijvingen die na 30 november van het betrokken academiejaar gebeurde(n), is er recht op kinderbijslag vanaf de datum van de eerste inschrijving.

Art. 9. Les allocations familiales cessent d'être dues si l'enfant, dans le courant de l'année académique, ramène son inscription ou ses inscriptions sous le seuil de 27 crédits ou met, dans le courant de l'année académique, un terme à la formation à laquelle ou aux formations auxquelles il s'était inscrit.

Art. 10. L'octroi des allocations familiales est maintenu pendant la période qui sépare deux années académiques consécutives.

L'intervalle entre deux années académiques consécutives ne peut dépasser cent vingt jours civils.

Art. 11. Si l'enfant n'entame pas une nouvelle formation par une inscription dans un établissement d'enseignement supérieur, les allocations familiales sont accordées pendant les vacances d'été octroyées par l'établissement d'enseignement supérieur dont l'enfant est sorti. Ces vacances sont censées se terminer au plus tard le 30 septembre.

CHAPITRE 3. — Dispositions communes

Art. 12. § 1^{er}. L'activité lucrative de l'enfant entraîne la suspension de l'octroi des allocations familiales :

a) pour chaque mois du premier, du deuxième et du quatrième trimestre civil, si elle excède 240 heures par trimestre;

b) pour chaque mois du troisième trimestre, à l'occasion des périodes de vacances visées aux articles 7 et 11, si elle excède 240 heures ce trimestre.

Une activité lucrative est réputée exercée durant plus de 240 heures par trimestre si elle entraîne un assujettissement au statut social des travailleurs indépendants à titre principal.

L'activité exercée dans le cadre d'un stage conditionnant l'octroi d'un diplôme et celle prestée dans le cadre de l'enseignement à temps partiel ne sont pas considérées comme des activités lucratives.

§ 2. Le bénéficiaire d'une prestation sociale en application d'un régime belge ou étranger relatif à la maladie, à l'invalidité, aux accidents du travail, aux maladies professionnelles, au chômage ou d'une allocation d'interruption de carrière visée au chapitre IV, section 5, de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, entraîne la suspension de l'octroi des allocations familiales lorsque ce bénéficiaire fait suite à une activité lucrative emportant la suspension du droit aux allocations familiales, pour tout le mois concerné.

Toutefois, l'octroi d'allocations d'insertion visées à l'article 36 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage entraîne la suspension de l'octroi des allocations familiales pour tout le mois concerné.

Art. 13. L'enfant qui interrompt les cours qu'il a suivis régulièrement à l'étranger pendant toute la période à partir de la fin des vacances à l'étranger jusqu'à juin inclus, reste bénéficiaire des allocations familiales pendant les périodes visées à l'article 6, alinéa 2, et à l'article 10, à condition qu'il reprenne les cours ou s'inscrive pour suivre une formation en Belgique ou dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen le jour où ces cours débutent effectivement ou le jour où les inscriptions à cette formation sont ouvertes et au plus tard le 30 novembre de la même année civile.

Le droit aux allocations familiales en vertu du présent article débute au plus tôt le 1^{er} juillet ou à la date subséquente d'interruption des cours à l'étranger et se termine au plus tard le 30 novembre de la même année civile.

L'enfant qui interrompt les cours ou la formation qu'il a suivis régulièrement en Belgique ou dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen pendant toute la période à partir du 1^{er} décembre jusqu'au début des vacances à l'étranger, reste bénéficiaire des allocations familiales pendant la période des vacances à l'étranger, à condition qu'il reprenne les cours à l'étranger le jour où ces cours débutent effectivement.

Est considérée comme période des vacances à l'étranger, la période qui correspond aux vacances effectives à l'étranger, dont la preuve doit être fournie. Cette période ne peut toutefois excéder cent vingt jours.

Art. 14. L'enfant inscrit pour une ou plusieurs formations de l'enseignement supérieur totalisant moins de 27 crédits et qui suit, en outre, des cours dans l'enseignement non supérieur, a droit aux allocations si les conditions de l'article 1^{er}, alinéa 2, sont satisfaites. Pour l'application de cette disposition, les crédits attribués dans le cadre de l'enseignement supérieur sont convertis en heures de cours.

Art. 9. De kinderbijslag is niet langer verschuldigd wanneer het kind, in de loop van het academiejaar, zijn inschrijving(en) terugbrengt onder de norm van 27 studiepunten of de vorming(en) in de loop van het academiejaar beëindigt waarvoor het ingeschreven was.

Art. 10. De kinderbijslag blijft behouden tijdens de periode tussen twee opeenvolgende academiejaren.

De periode tussen twee opeenvolgende academiejaren mag niet langer zijn dan honderdtwintig kalenderdagen.

Art. 11. Als het kind geen nieuwe vorming begint door inschrijving in een inrichting voor hoger onderwijs, wordt de kinderbijslag verleend tijdens de zomervakantie van de inrichting voor hoger onderwijs die het kind verlaten heeft. Die vakantie wordt geacht te eindigen uiterlijk op 30 september.

HOOFDSTUK 3. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 12. § 1. De winstgevende activiteit van het kind leidt tot de schorsing van de toekenning van de kinderbijslag:

a) voor elke maand van het eerste, tweede en vierde kalenderkwartaal, als zij in dat kwartaal meer bedraagt dan 240 uur;

b) voor elke maand van het derde kwartaal, tijdens de vakantieperiodes bedoeld in artikel 7 en 11, als zij in dat kwartaal meer bedraagt dan 240 uur.

Een winstgevende activiteit wordt geacht te worden uitgeoefend gedurende meer dan 240 uur per kwartaal als ze een onderwerping aan het sociaal statuut van de zelfstandigen in hoofdberoep met zich meebrengt.

De activiteit uitgeoefend in het kader van een stage die een voorwaarde vormt voor de toekenning van een diploma en deze die wordt gepresteerd in het raam van het deeltijds onderwijs worden niet beschouwd als winstgevende activiteiten.

§ 2. De toekenning van een sociale uitkering op grond van een Belgische of buitenlandse regeling voor ziekte, invaliditeit, arbeidsongevallen, beroepsziekten, werkloosheid of van een loopbaanonderbrekingsuitkering bedoeld in hoofdstuk IV, afdeling 5, van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, leidt tot de schorsing van de toekenning van de kinderbijslag indien deze uitkering voortvloeit uit een winstgevende activiteit die de schorsing van het recht op kinderbijslag voor de volledige desbetreffende maand tot gevolg heeft.

De toekenning van inschakelingsuitkeringen bedoeld in artikel 36 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering brengt echter de schorsing van de toekenning van de kinderbijslag voor de volledige desbetreffende maand met zich mee.

Art. 13. Het kind dat de lessen onderbreekt die het regelmatig heeft in het buitenland gedurende de volledige periode vanaf het einde van de vakantie in het buitenland tot en met juni, blijft recht geven op kinderbijslag tijdens de periodes bedoeld in artikel 6, tweede lid, en artikel 10, op voorwaarde dat het de lessen herneemt of zich inschrijft voor een opleiding in België of in een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte de dag waarop die lessen werkelijk aanvangen of de dag waarop de inschrijvingen voor die opleiding starten en uiterlijk op 30 november van hetzelfde kalenderjaar.

Het recht op kinderbijslag op grond van dit artikel begint ten vroegste op 1 juli of op de daaropvolgende datum waarop de lessen in het buitenland onderbroken worden en eindigt ten laatste op 30 november van hetzelfde kalenderjaar.

Het kind dat de lessen of de opleiding onderbreekt die het regelmatig gevolgd heeft in België of in een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte gedurende de volledige periode vanaf 1 december tot het begin van de vakantie in het buitenland, blijft recht geven op kinderbijslag tijdens de vakantieperiode in het buitenland, op voorwaarde dat het de lessen in het buitenland hervat op de dag dat die lessen werkelijk aanvangen.

Beschouwd wordt als vakantieperiode in het buitenland, de periode die overeenstemt met de werkelijke vakantie in het buitenland, waarvan het bewijs geleverd moet worden. Die periode mag evenwel niet meer dan honderdtwintig dagen beslaan.

Art. 14. Een kind ingeschreven voor een of meerdere opleiding(en) van het hoger onderwijs, waarvan het aantal studiepunten minder bedraagt dan 27, dat daarnaast een opleiding volgt in het niet-hoger onderwijs, heeft recht op kinderbijslag indien aan de voorwaarde bepaald in artikel 1, tweede lid, is voldaan. Voor de toepassing van deze bepaling worden de studiepunten toegekend in het kader van het hoger onderwijs omgezet in lesuren.

Art. 15. Sauf application de l'article 26 de l'ordonnance du 25 avril 2019 réglant l'octroi des prestations familiales, les allocations familiales restent dues durant une période maximale d'un an lorsque la formation et les cours sont interrompus en raison de la survenance d'une maladie ou d'un accident frappant l'enfant. L'impossibilité de poursuivre les cours ou la formation est confirmée par les services compétents en vertu de l'article 26 précité, à compter du 180^{ème} jour suivant celui de la survenance de la maladie ou de l'accident.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, la période maximale d'un an est suspendue par une reprise des cours ou de la formation lorsque cette reprise est inférieure à 30 jours. Lorsque cette reprise dure au moins 30 jours, les allocations familiales restent dues pour une nouvelle période maximale d'un an visée à l'alinéa 1^{er} débutant après la reprise.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Art. 17. Les Membres du Collège réuni, compétents pour les Prestations familiales, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 juillet 2019.

Pour le Collège réuni :

Les Membres du Collège réuni compétents
pour les Prestations familiales,
C. FREMAULT

Art. 15. Behoudens toepassing van artikel 26 van de ordonnantie van 25 april 2019 tot regeling van de toekenning van gezinsbijslag blijft de kinderbijslag verschuldigd voor een maximale duur van één jaar wanneer de opleiding en de lessen worden onderbroken omdat zich bij het kind een ziekte of een ongeval voordoet. De krachtens het voornoemde artikel 26 bevoegde diensten bevestigen dat de lessen of de opleiding onmogelijk kunnen worden voortgezet, vanaf de 180ste dag volgend op de dag waarop de ziekte of het geval zich voordeed.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt de periode van maximaal een jaar geschorst door een hervatting van de lessen of de opleiding indien deze hervatting minder dan 30 opeenvolgende dagen duurt. Indien dat wel het geval is, blijft de kinderbijslag verschuldigd voor een hernieuwde maximale duur van een jaar bedoeld in het eerste lid die aanvangt na de hervatting.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2020.

Art. 17. De Leden van het Verenigd College bevoegd voor het Gezinsbeleid, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 juli 2019.

Voor het Verenigd College :

De Leden van het Verenigd College bevoegd
voor het Gezinsbeleid,
P. SMET

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2019/41731]

9 JUILLET 2019. — Arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune fixant les conditions d'octroi des allocations familiales au bénéfice d'enfants qui effectuent un stage pour pouvoir être nommés à une charge

Le Collège réuni de la Commission communautaire commune,

Vu l'ordonnance du 25 avril 2019 réglant l'octroi des prestations familiales, l'article 25, § 2, alinéas 1^{er}, b), et 2 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 mars 2019 ;

Vu l'avis du Conseil de gestion des prestations familiales, donné le 4 avril 2019 ;

Vu l'accord des Membres du Collège réuni, compétents pour les Finances et le Budget, donné le 28 mai 2019 ;

Vu l'avis 66.075/1 du Conseil d'Etat, donné le 28 mai 2019 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition des Membres du Collège réuni compétents pour les Prestations familiales ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les allocations familiales sont accordées pour la période de stage qui conditionne une nomination à une charge publique, si l'enfant ne bénéficie pas d'indemnité ou de salaire pour ce stage.

Art. 2. § 1^{er}. L'activité lucrative de l'enfant entraîne la suspension de l'octroi des allocations familiales si elle excède 240 heures par trimestre, pour chaque mois dudit trimestre.

Une activité lucrative est réputée exercée durant plus de 240 heures par trimestre si elle entraîne un assujettissement au statut social des travailleurs indépendants à titre principal.

§ 2. Le bénéfice d'une prestation sociale en application d'un régime belge ou étranger relatif à la maladie, à l'invalidité, aux accidents du travail, aux maladies professionnelles, au chômage ou d'une allocation d'interruption de carrière visée au chapitre IV, section 5, de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, entraîne la suspension de l'octroi des allocations familiales lorsque ce bénéfice fait suite à une activité lucrative emportant la suspension du droit aux allocations familiales, pour tout le mois concerné.

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPS-COMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C - 2019/41731]

9 JULI 2019. — Besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten voordele van de kinderen die een stage volgen om in een ambt te kunnen worden benoemd

Het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,

Gelet op de ordonnantie van 25 april 2019 tot regeling van de toekenning van gezinsbijslag, artikel 25, § 2, eerste lid, b), en tweede lid;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 29 maart 2019;

Gelet op het advies van de Beheerraad voor Gezinsbijslag, gegeven op 4 april 2019;

Gelet op het akkoord van de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor Financiën en Begroting, gegeven op 28 mei 2019;

Gelet op het advies 66.075/1 van de Raad van State, gegeven op 28 mei 2019 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voordracht van de Leden van het Verenigd College bevoegd voor het Gezinsbeleid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De kinderbijslag wordt toegekend voor de stageperiode voor de benoeming tot een openbaar ambt als het kind geen vergoeding of loon ontvangt voor deze stage.

Art. 2. § 1. De winstgevende activiteit van het kind leidt tot de schorsing van de toekenning van de kinderbijslag als die meer bedraagt dan 240 uren per kwartaal, voor elke maand van dit kwartaal.

Een winstgevende activiteit wordt geacht te zijn uitgeoefend gedurende meer dan 240 uur per kwartaal als zij een onderwerping aan het sociaal statuut van de zelfstandigen in hoofdberoep met zich meebrengt.

§ 2. De toekenning van een sociale uitkering op grond van een Belgische of buitenlandse regeling voor ziekte, invaliditeit, arbeidsongevallen, beroepsziekten en werkloosheid of van een loopbaanonderbrekingsuitkering bedoeld in hoofdstuk IV, afdeling 5, van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, leidt tot de schorsing van de kinderbijslag indien deze uitkering voortvloeit uit een winstgevende activiteit die de schorsing van het recht op kinderbijslag voor de volledige desbetreffende maand tot gevolg heeft.